

# Environnement. « Du mieux mais... »

David Cormier

L'environnement semble de plus en plus au cœur des débats et enjeux de notre société, avec une accélération depuis fin août. Nous avons interrogé deux membres locaux d'Eau et Rivières de Bretagne, une des associations les plus actives dans la région, Arnaud Clugery et Jean-Yves Piriou. Ce dernier est, par ailleurs, conseiller économique, social et environnement au Ceser (\*).

Malgré des obstacles récurrents, Jean-Yves Piriou et Arnaud Clugery, d'Eau et Rivières de Bretagne, voient des raisons d'espérer pour la protection de l'environnement.



## Le grand entretien

**> On parle beaucoup d'environnement depuis quelques mois. Qu'en pensez-vous ?**

**Arnaud Clugery :** « Les gens sont prêts au changement mais beaucoup de politiques ne suivent pas. Malgré la démission de Nicolas Hulot, les mises en garde du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), le mouvement des coquelicots contre les pesticides, les marches pour le climat, le développement du bio qui s'accélère... Cela démarre à notre porte. Pourquoi faudrait-il sauver le rhinocéros et pas l'abeille ? Les gens ont besoin de mieux comprendre, il faut accompagner le développement des consciences écologiques ».

**> On entend souvent parler de dégradations de l'environnement, mais, dans la région de Brest, avez-vous constaté des améliorations ces dernières années ou décennies ?**

**Jean-Yves Piriou :** « Oui. Un paramètre de la qualité de l'eau s'améliore : les nitrates ont diminué, même si ce n'est pas encore assez bas. Par ailleurs, plusieurs pans de la qualité des eaux ne sont pas (ou pas assez) pris en compte. Les problèmes de phytoplanctons toxiques, de métaux lourds, de plomb. Pour la rade de Brest, quand une association alerte, on dit « oui, une fois de plus ». Quand c'est le préfet, comme cet été, cela porte davantage ».

**A. C. :** « Il ne faut pas voir seulement le verre à moitié vide. Pour les nitrates, la tendance désastreuse des

années 90 a été inversée. Ce qui s'est aussi amélioré aussi, c'est la qualité de l'eau du robinet. Depuis les années 80, la moitié au moins des ressources locales ont été abandonnées. On a concentré sur quelques points. Les ressources souterraines ont été protégées. L'amélioration est venue grâce à la technologie : cela coûte donc plus cher. Les normes sont respectées : on s'interroge maintenant sur ces normes et on est aux limites de la connaissance et de la détection. Sur les taux et les effets des perturbateurs endocriniens, par exemple... »

**> Le salut passera donc par le citoyen ?**

**A. C. :** « Je suis assez optimiste. Les gens, individuellement, prennent conscience des problèmes. Je suis assez atterré de voir que beaucoup d'élus ne semblent pas en prendre la mesure, ont du mal à changer de logiciel. Ils s'adaptent aux problèmes à court terme au lieu de donner le cap du changement. Il y a des forces économiques organisées, des stratégies de communication. Toutes les décisions sont prises au nom de l'emploi, mais c'est une supercherie : l'industrialisation de la filière agricole, par exemple, s'est toujours faite au détriment de l'emploi. Dans le bio, il y en a plus à l'hectare. Bon, dans le même temps, les gens manifestent contre l'augmentation du prix de l'essence, qui est inéluctable, plutôt que de se mobiliser sur le manque d'autres façons de se déplacer. On porte tous nos paradoxes. Nous sommes de plus en plus conscients qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique mais cela nous fait mal aux dents ».

**J.-Y. P. :** « Les élus ont toujours été en retard. Ils cèdent trop souvent aux lobbies de la filière agroalimentaire, de l'immobilier, etc. Heureusement, ils ne sont pas tous comme cela, mais, pour beau-

coup, l'économique doit primer, devant le social puis l'environnement. Mais avec la Région et le programme Breizh Cop, cela change, il y a un espoir : l'environnement est mis au niveau du reste ».

**> Les élus planchent sur une révision du Scot (Schéma de cohérence territoriale) du Pays de Brest, son aménagement dans les années à venir...**

**J.-Y. P. :** « Les trois commissaires enquêteurs sont défavorables au projet avancé. Pour le vote, en décembre, il faut prendre en compte ce qu'on demande : un changement radical de logiciel. Il faut cent ans pour réhabiliter une zone artificialisée ».

**A. C. :** « Construire du neuf coûte moins cher que de réhabiliter l'ancien. Mais on ne prend pas en compte tout ce que cela induit. L'effet d'aubaine se fait à crédit des générations futures. On prend dans la poche de nos enfants et petits-enfants. Les nitrates, les pesticides, on peut s'en sortir. Pour l'imperméabilisation, on ne peut pas revenir en arrière. Quel maire ne court pas après plus d'habitants ? La victime, c'est l'environnement ».

**J.-Y. P. :** « Nous sommes d'accord avec les agriculteurs pour garder des surfaces agricoles : c'est important pour la biodiversité, les infiltrations d'eau. Mais nous sommes aussi pour le maintien des espaces naturels, tandis qu'ils sont pour écarter les « gens tiers à l'agriculture », comme ils disent parfois. Il faut, globalement, densifier les villes ».

**A. C. :** « Mais la seule exploitation brestoise, on la rogne ! ».

*\* Conseil économique, social et environnemental régional.*

## Suivre les interdictions de pêche

Des interdictions de pêche de coquillages sont parfois prises en rade de Brest (et ailleurs). Tout récemment, « les résultats d'analyses concernant la teneur en toxines amnésiantes des coquilles Saint-Jacques prélevées dans la zone Camaret sont favorables », indiquait, le 2 novembre, la préfecture du Finistère. « En conséquence, le préfet du Finistère a décidé de lever les interdictions de récolte des coquilles Saint-Jacques de cette zone ».

Renseignements complémentaires sur la campagne coquillière 2018-2019 de la pêche des mollusques bivalves sur le gisement de Brest-Camaret, ainsi que sur les interdictions temporaires de pêche de coquillages, sur le site internet de la préfecture du Finistère : [www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)

## « Investir dans les transports »

**Arnaud Clugery :** « Il faut investir massivement dans les transports. Construire un troisième pont sur l'Élorn, entre Landerneau et Plougastel, c'est le modèle des années 50 : 1950, pas 2050. Il y a eu des bouchons, on a construit un deuxième pont à Plougastel. Il y en a encore, on en construirait un troisième ? Il y a un impact sur les milieux naturels ».

**Jean-Yves Piriou :** « Plus il y a de routes, plus il y a de voitures. Il faut faire avec le réseau existant et développer les transports en commun. Dans 95 % des voitures, il y a une seule personne, celle qui conduit. Il y a des possibilités de baisse de la consommation d'essence ».

## Rade et Bas-Léon : « Difficile de convaincre certains élus »

Pour les membres locaux d'Eau et Rivières de Bretagne, la rade de Brest constitue forcément un site emblématique. « C'est un concentré des problématiques littorales. C'est un entonnoir, il y a la Marine, l'agriculture, l'habitat... Nous avons le record mondial de microalgues toxiques, avec la présence des trois ensemble. Ce n'est pas un exemple vis-à-vis de l'extérieur », juge Jean-Yves Piriou.

Arnaud Clugery l'appuie. « C'est la deuxième plus grande métropole de Bretagne, et elle a une façade maritime. Il y a donc une responsabilité maritime, une légitimité à s'appuyer sur des pôles de compétences scientifiques marines exceptionnelles comme l'IUEM, l'Ifremer... Nous sommes les meilleurs du monde pour avoir les outils pour comprendre, et nous sommes incapables de convaincre les politiques locaux. C'est comme les rapports du Giec, on n'écoute pas. C'est très beau

d'habiter le bord de mer mais il ne faut pas lui tourner le dos. Cela pourrait même être un modèle du changement ».

**« Sujet tabou »**

Près de cette rade, il y a le littoral nord du Bas-Léon. Jean-Yves Piriou s'insurge. « Un tiers des plages bretonnes en mauvaise qualité se situent dans le Bas-Léon, entre Porspoder et Guissény, alors que les eaux de baignade s'améliorent partout en Bretagne. Cette situation perdure depuis de nombreuses années mais on a l'impression que certains élus du littoral n'ont pas pris en compte la gravité du problème (aux points de vue sanitaire, touristique et donc économique). Des analyses d'eau ont montré que les pollutions bactériologiques sont aussi bien d'origine humaine que bovine et porcine. Or, certains maires n'osent pas s'attaquer aux pollutions des élevages : sujet

tabou devant le lobby de l'agriculture dominante », estime-t-il, ajoutant que, « pour les pollutions de l'eau, le document préfectoral de juillet dit que pas mal de stations d'épuration ne sont pas conformes, surtout le réseau vieillissant ».

**« Besoin d'un État fort »**

Arnaud Clugery insiste aussi sur le rôle de l'État. « On a besoin qu'il soit fort, qu'il réglemente, qu'il contrôle. Il y a eu une restauration de la continuité écologique, pour que les poissons migrateurs puissent utiliser l'ensemble des cours d'eau. Le saumon de l'Atlantique, la loutre d'Europe étaient menacés, ce n'est plus le cas. On le doit à la mobilisation d'associations. Le volontarisme a ses limites, cela se fait sous la contrainte et un certain rapport de forces. Les pesticides, c'était uniquement sur la base du volontariat, c'était un échec... ».